RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ONISEP L'INFORMATION POUR L'ORIENTATION

Fiscaliste (conformité et contrôle interne)

De plus en plus indispensable aux entreprises, le ou la fiscaliste conformité et contrôle interne exerce au carrefour du droit et de la finance. Prévention des risques de non-conformité, optimisation, sensibilisation des équipes et respect des normes éthiques et des législations en vigueur sont ses principales tâches.

SOMMAIRE

Le métier

Compétences requises

Où l'exercer ?

Les études

Emploi et secteur

Salaire du débutant

Pour aller plus loin

Niveau minimum d'accès : **bac + 5** | Salaire débutant : **2900 €** | Statut : **Statut salarié**

Synonymes : Comptable fiscaliste, Juriste en droit fiscal, Juriste fiscaliste, Responsable fiscal, Responsable juridique et fiscal

Secteurs professionnels : Banque - assurances, Commerce et distribution

Centres d'intérêt : J'ai le sens du contact, J'aime manier les chiffres



© Alain Potignon/Onisep

Le métier

Gérer les risques fiscaux

Dans une entreprise, le ou la fiscaliste conformité et contrôle interne veille à la conformité des opérations courantes de son entreprise, au bon règlement des impôts et cotisations. Ils ou elle évalue les risques et les conséquences fiscales de nouveaux projets, prépare d'éventuels contrôles fiscaux et audits, en tenant à jour les documents nécessaires. Il ou elle mesure l'impact de nouvelles normes sur les comptes de l'entreprise et choisit le régime fiscal le plus intéressant, afin de réduire le montant des impôts, tout en respectant la législation en vigueur. Il ou elle conseille et informe ses collègues, comptables et financiers sur les enjeux fiscaux. Il ou elle préconise une stratégie fiscale et effectue les déclarations obligatoires (impôts sur les sociétés, TVA, cotisations foncières, etc.), gère les contentieux, et assure le *reporting* (remontée des données chiffrées) à transmettre à l'administration fiscale.

Assister, conseiller

Les fiscalistes externes assistent les décideurs en matière de *management* des organisations, de développement de clientèle, de négociation commerciale. Ils proposent également des solutions fiscales appliquées à des opérations complexes (transmission, restructuration, fusion-acquisition, fiscalité patrimoniale du dirigeant, expatriation...).

Veiller et mettre à jour

Le ou la fiscaliste suit de près l'actualité légale française et internationale, et met à jour la documentation sur le sujet. Il ou elle peut former les responsables de l'entreprise ou informer sur ce sujet. En cas de contrôle, il ou elle défend les intérêts de son entreprise en justifiant les choix fiscaux au regard de la loi.

Compétences requises

Solide bagage juridique et financier

Possédant de solides connaissances en droit, en comptabilité et en finance, le ou la fiscaliste sait manier les chiffres et maîtrise parfaitement les statuts des entreprises, la TVA (taxe sur la valeur ajoutée), les régimes fiscaux, les procédures de contrôle fiscal et de recouvrement de créances, la fiscalité directe et indirecte, européenne et internationale, patrimoniale (du chef d'entreprise), internationale, les flux financiers

intragroupe... Faisant preuve de curiosité, il ou elle n'hésite pas à chercher l'information et à la vérifier.

Soigner la réputation des entreprises

De nouveaux engagements conduisent les fiscalistes à maîtriser tout ce qui touche à la RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise), à la fiscalité environnementale et éthique (lutte contre la fraude fiscale), et à collaborer avec l'administration fiscale.

Diplomatie et objectivité

Aisance écrite et orale, capacité d'analyse et de synthèse associées à une grande rigueur sont des qualités indispensables pour comprendre les problématiques d'un dossier et le résoudre. De plus, les fiscalistes doivent faire preuve de diplomatie et d'objectivité, afin d'éviter de porter des jugements de valeur dans leur interprétation de la législation.

Bilinguisme et adaptabilité

Parler l'anglais est indispensable dans un contexte où les fiscalistes sont amenés à comparer les politiques fiscales de différents pays et à définir les normes internationales à appliquer. Ils doivent être capables de dialoguer avec des interlocuteurs basés à l'étranger. Grâce à leur sens de l'écoute et d'une bonne dose de pédagogie, ils doivent s'adapter à différentes situations ou à des changements constants. Ils doivent parfois aussi travailler dans l'urgence... sans faire d'erreur.

Où l'exercer ?

Avec de nombreux interlocuteurs

De plus en plus d'entreprises d'assez grande taille développent un service fiscal qui travaille en relation avec différents partenaires (ressources humaines, contrôle de gestion, etc.) afin de proposer des solutions adaptées à chaque situation. Aux fiscalistes de régler les problèmes complexes ou d'apporter une expertise pointue sur une spécialité (transmission, restructuration, expatriation, fusion-acquisition...).

Un rôle stratégique

Au sein d'un cabinet ou généralement rattachés à la direction fiscale ou financière de l'entreprise, voire directement à la direction générale, les fiscalistes jouent un rôle stratégique dans les prises de décision, en délivrant des informations précises sur un régime fiscal ou sur la fiscalité applicable dans un autre pays européen, par exemple.

Les études

Après le bac

5 ans d'études pour préparer un master en fiscalité, un diplôme d'école de commerce (spécialisé en finance) ou le DJCE (diplôme de juriste-conseil d'entreprise).

bac + 5

→ Diplôme de juriste conseil d'entreprise

→ Diplôme du programme grande école de BSB

→ Diplôme du programme grande école de l'EDC Paris

→ Diplôme du programme grande école de l'EM Normandie

→ Master mention droit fiscal

bac + 7

→ Certificat d'aptitude à la profession d'avocat

Emploi et secteur

Plutôt dans les grands groupes

La RSE (responsabilité sociétale des entreprises) fait évoluer la profession qui doit prendre en compte les enjeux d'image, de réputation, d'éthique et de transparence. Dans un tel contexte, et à l'heure de la mondialisation, le droit fiscal représente un débouché intéressant pour les juristes qui souhaitent se spécialiser dans un domaine (acquisitions, normes européennes...). Le métier n'est cependant pas accessible directement aux jeunes diplômés qui doivent d'abord faire leurs preuves en tant qu'assistants juridiques ou juristes, par exemple. Des évolutions de carrière sont envisageables vers la direction comptable, fiscale ou juridique.

Secteur

Ce métier peut être exercé dans tous les secteurs d'activité : agriculture ; BTP ; commerce et services ; énergie ; industrie.

Banque - Assurances

Commerce et distribution

Salaire du débutant *

À partir de 2900 euros brut par mois.

* variable en fonction du lieu d'exercice, du statut.

Pour aller plus loin

Sur le web

AFG

Site de l'Apec (Agence pour l'emploi des cadres) présentant le métier de fiscaliste.

Librairie



PARCOURS

Droit

Paru le 06/06/2024
Broché • 12,00 €
PDF • 8,00 €

Centres d'intérêt

J'ai le sens du contact →

J'aime manier les chiffres →

Autres métiers à découvrir

Cibleur

Auditeur (douanes)

Agent chargé des poursuites judiciaires et du contentieux

Inspecteur des finances publiques

Agent administratif des finances publiques